

Analyse Alain-Michel Ayache, spécialiste* du Proche-Orient

Un président acceptable ou la dislocation du Liban

Dans quelques jours, les regards des Libanais se dirigeront vers leurs députés. Ils se réuniront pour tenter d'élire le nouveau président de la République. Or, les chances d'en arriver à un consensus semblent quasi inexistantes entre l'opposition pro-syrienne et la majorité pro-occidentale. L'attentat qui vient tout juste de coûter la vie au député chrétien Antoine Ghanem ne fait que jeter encore plus de l'huile sur le feu!

Par ailleurs, les partis de l'opposition officielle, le Hezbollah, le parti chiite Amal du président de la chambre Nabih Berri et leur allié chrétien, Michel Aoun du Courant patriotique libre, font pression sur le premier ministre de confession sunnite, Fouad Saniora et tous les autres ministres — aussi bien druzes que chrétiens qui lui sont fidèles — pour forcer l'actuel gouvernement à démissionner. Ils allèguent qu'il a perdu la confiance d'un grand nombre de Libanais depuis que les ministres chiites se sont retirés du Cabinet, il y a quelques mois, en désaccord avec la politique de Saniora.

LES ARGUMENTS DE L'OPPOSITION

Pour le Hezbollah, un tel gouvernement ne pourra défendre les intérêts de tous les Libanais. Il devrait donc être dissout et se voir remplacer par un autre — dit d'union nationale — qui représenterait toutes les tendances politiques au pays et surtout chiites. Pour Michel Aoun, un ennemi juré de la Syrie considéré actuellement



Les tensions vives qui font rage actuellement au Liban ne font rien pour faciliter le choix du prochain président de la République. — PHOTO AP

comme son allié stratégique, la présidence de la République est le siège le plus représentatif pour les Chrétiens libanais, notamment pour les maronites. L'affaiblir, (comme cherche à le faire le premier ministre sunnite Saniora), reviendrait à octroyer à la présidence une valeur symbolique (comme la reine en Angleterre), ce qui est rejeté d'office! Ce qui amène Aoun à apporter un soutien inconditionnel à la présidence et, par conséquent, à Émile Lahoud, l'allié inconditionnel de Damas.

UN VETO SUR UN CANDIDAT ISSU DE L'ARMÉE

Or, à défaut de trouver un candidat de consensus, (le président de la République doit être de confession chrétienne maronite) certains avancent le nom du commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleiman, ou celui du gouverneur de la Banque du Liban, l'économiste chevronné Riad Salamé. Toutefois, ni le premier ni le second ne peuvent prétendre à la présidence selon la Constitution. Accepter leur candidature nécessiterait un

amendement constitutionnel, ce que Aoun et le Hezbollah refusent, car ce serait créer un précédent pour « nommer » un président à la solde du premier ministre ou autre!

Même si les Libanais ont soutenu leur armée contre les terroristes de Fatah al-Islam dans le camp palestinien du Nord, ils demeurent néanmoins méfiants quant à voir un autre membre des forces armées à la tête du pays (Émile Lahoud était l'ancien commandant en chef de l'armée). Ce sont justement les craintes du chef druze Walid Joumblatt qu'un officier-

président ne transforme le pays en une dictature militaire... bien que cela soit inconcevable au Liban!

LE VÉRITABLE ENJEU !

La problématique est très compliquée, car l'Iran et l'Arabie Saoudite se livrent une guerre sans merci pour le contrôle du Liban derrière ce bras de fer entre le Hezbollah et le gouvernement libanais. La Syrie étant un passage obligé dans la région et stratégiquement bien placée pour faciliter le transit d'armes et de munitions au Hezbollah, il est alors normal que Téhéran la garde comme alliée temporaire pour avancer ses pions sur l'échiquier libanais, voire régional. On prétend que la dernière attaque de l'aviation israélienne, en Syrie même, aurait détruit des rampes de missiles balistiques que Damas montait avec l'aide de l'Iran et de la Corée du Nord (et de Moscou même, selon des analystes, afin de mettre un terme à l'hégémonie américaine dans la région).

Quoi qu'il en soit, les prochains jours seront cruciaux pour les Libanais. Tout porte à croire que le Pays du Cèdre se dirigera droit vers la confrontation interne s'il ne réussit pas à trouver un terrain d'entente et un candidat présidentiel acceptable. Le scénario de 1989 pourrait alors se reproduire avec deux gouvernements, l'un sunnite, l'autre chiite, ce qui aboutirait à court terme à la dislocation du Liban et à la naissance d'une entité chiite, à l'instar de Gaza, du sud-ouest au sud-est du Liban, se positionnant sur la frontière nord d'Israël.

*Département de Science politique de l'UQAM

CARREFOUR DES LECTEURS

D'autres textes au www.cyberpresse.ca/lesoleil

Pas une zone industrielle, mais agricole !

Il existe une carte sur le site de la Ville de Lévis qui démontre que le secteur visé par Rabaska n'est pas une zone industrielle. En mars 2002, Lévis dressait la carte des zones et parcs industriels de son territoire. Cette carte localise les secteurs occupés et les zones potentielles de développement du territoire. Elle a été conçue et réalisée par Bruno Labonté, géographe. Or, cette carte n'identifie aucune zone industrielle occupée ou potentielle à l'endroit où Rabaska veut s'installer, soit à l'extrémité est de la ville, aux limites de Beaumont (la carte peut être consultée sur le site de la Ville de Lévis). Alors, comment la mairesse Roy-Marinelli, peut-elle dire qu'il s'agit d'« une zone potentielle de développement industrialo-portuaire »? Est-ce que le géographe

aurait caché une affectation du territoire? Pourquoi? Les citoyens de Lévis peuvent-ils se fier à cette carte fabriquée pour la Ville et publiée par elle sur son site Internet? C'est évidemment un document officiel d'autant plus crédible que cette carte a été réalisée avant que le projet Rabaska ne soit connu. Avec l'arrivée de Rabaska, la Ville a commencé à prétendre, au contraire de cette carte, que la zone était industrielle. Où réside la vérité? C'est pas clair. Selon la carte de Lévis, il est bien évident que la Ville n'avait pas zoné ce territoire comme étant industriel. Ce n'est qu'une fois que Rabaska s'est manifesté que la Ville a prétendu que cette zone avait une affectation industrielle depuis très longtemps! Mais selon la carte, ce territoire est agricole.

Jean-Claude Préfontaine
Lévis

Et notre patrimoine visuel ?

Plusieurs pays peuvent se vanter d'avoir un patrimoine architectural riche en châteaux, en cathédrales, en monuments, voire en ruines... Notre patrimoine à nous, c'est la nature et quelle nature! Faut avoir vécu un jour l'expérience visuelle unique que procure une remontée du fleuve, Québec en toile de fond. N'est-il pas juste alors de vouloir transmettre intact aux générations à venir ce dont nous pouvons encore profiter aujourd'hui (mais pour combien de temps)? Pour des raisons pragmatiques certes valables, allons-nous accepter d'ajouter l'implantation d'un port méthanier aux lignes de l'Hydro déjà présentes et qui défigurent le paysage? Au cas où cela se produirait, on assisterait alors au triomphe de l'insensibilité sur la laideur avec le risque

que cela comporte: passer pour des barbares.

De ce constat, il n'est pas impossible de penser qu'à l'avenir, il faille aller chercher ailleurs la beauté. Si on en a les moyens!
Yves Bédard,
Québec

Dion n'est pas Clinton

Stéphane Dion en a assez d'être caricaturé. Il est méconnu par les électeurs, affirme-t-il à la télévision d'État. Il veut changer la donne et il se dit prêt à même aller aux émissions de variétés pour ce faire. Il joue la carte la franchise, de la mise à nu. L'homme joue très gros ici, d'autant plus qu'il n'a pas ou peu de charisme. Stéphane Dion n'est pas un Bill Clinton! Si j'avais un conseil à lui donner, je lui demanderais d'aller suivre des cours d'art dramatique. Tout politicien gagnant est aussi un homme de théâtre, la politique

comportant toujours des éléments de jeu. Stéphane Dion ne me paraît pas un acteur-né. Il a à rapidement apprendre et intégrer quelques règles du jeu dramatique pour survivre et gagner. Il ne suffit pas de prendre le pari de la franchise, il faut aussi et surtout bien jouer ce pari...

Michel Lebel
Entretiens

La bourse ou la vie...

À 420 000 \$ par année, ce que deviendra graduellement, d'ici 2015-2016, la rémunération moyenne des 8000 médecins spécialistes, c'était la bourse ou la vie (santé)! Et nous, misérables serfs appauvris, mettons-nous à genoux devant nos demi-dieux! On se croirait au Moyen Âge, sauf que les titres et les costumes sont différents.

Michel Filion, avocat
Lévis (Saint-Nicolas)